

Turquie

Les défis d'une majorité trop seule

Pierre Vanrie

À la différence des pays de l'Est où depuis 1989 un long processus a mené finalement vers l'eurosepticisme, la Turquie vit encore dans l'enthousiasme de l'idée européenne.

En effet, sur le plan économique, l'intensification des rapports des sociétés est-européennes avec l'Union s'est traduite par une insécurité sociale croissante débouchant sur une « fatigue » précoce vis-à-vis du concept européen. Rien de tel en Turquie où la perspective européenne fait encore rêver d'un avenir meilleur. Les Turcs n'ont d'ailleurs pas l'habitude de se comparer aux Polonais, notamment concernant leur agri-

culture encore très archaïque, mais évoquent plutôt les cas grecs, portugais et espagnols qui sont la preuve qu'une société ayant vécu le despotisme militaire peut, dans le contexte européen, accéder au bien-être social et économique.

Le marathon des Turcs vers l'adhésion à l'Union européenne est cependant encore semé de nombreuses embûches. La position de la droite française, qui découvre soudain que la Turquie est réelle-

ment en train de satisfaire aux critères de Copenhague et dont certains des ténors évoquent à ce propos la possibilité d'un référendum, est très mal reçue en Turquie. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a d'ailleurs rappelé à la Commission européenne que lui aussi devait gérer une opinion publique. La frilosité des Européens vis-à-vis d'une situation qui s'impose à eux plus qu'elle ne les ravit sincèrement peut nourrir à terme des courants nettement plus eurosceptiques que les europhiles pragmatiques de la majorité gouvernementale A.K.P. (Parti de la justice et du développement).

LES FRAGILITÉS DU GOUVERNEMENT

On ne risque certes pas d'assister à une réaction islamiste fondamentaliste qui ne correspond pas à la réalité sociologique d'une Turquie largement sécularisée, mais la probabilité d'une réaction nationaliste poussant à l'immobilisme reste possible. La latitude dont bénéficie le gouvernement A.K.P., qui rompt avec une longue tradition de coalition bipartite ou tripartite contre nature, laisse penser que la majorité actuelle a les coudées franches, d'autant que, après les législatives de novembre 2002, l'A.K.P. a confirmé sa bonne forme lors des municipales de mars 2004.

Néanmoins, l'A.K.P. reste menacé par une conjoncture socioéconomique difficile, mais surtout dépend de la réponse cruciale du Conseil européen du 17 décembre prochain, qui statuera sur le lancement de pourparlers en vue de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

L'A.K.P., comme viennent de l'indiquer les résultats d'une élection municipale partielle, reste menacé sur sa droite pour le moment essentiellement par le Parti de la juste voie (D.Y.P.), le parti de la médiatique ex-Première ministre Tansu Ciller, aujourd'hui dirigé par le sulfureux Mehmet Agar, ancien chef de la police, proche de l'extrême droite et éclaboussé en 1997 par le scandale de Susurluk qui avait spectaculairement révélé les liens troubles entre la mafia, l'extrême droite et une partie de l'appareil d'État.

Le D.Y.P., qui semble capable de réaliser la synthèse électorale à droite et à l'extrême droite, pourrait donc menacer un A.K.P. affaibli qui est constamment en train de réaliser un exercice d'équilibriste subtil entre ses aspirations européennes et son identité qu'il définit lui-même de « conservatrice et démocrate ». L'épisode rocambolesque de l'introduction d'une clause concernant l'adultère dans un code pénal, pourtant réformé dans

le souci de respecter davantage les droits de l'individu, au moment même où la Commission achevait son rapport d'évaluation sur la Turquie, n'était sans doute pas sans rapport avec le ras-le-bol de certains élus de l'A.K.P. qui estiment devoir aller trop loin pour ne pas être stigmatisés en tant qu'« ex-islamistes modérés ». Attendus au tournant par ceux-là mêmes qui, au sein de l'appareil d'État, prétendent que l'A.K.P. a un agenda (islamiste) caché, Erdogan et les élus de l'A.K.P. ont ainsi pris l'habitude de faire des concessions dès qu'il s'agit de problématiques touchant à l'identité communautaire (interdiction du port du voile dans les universités, statut des lycées *imam-hatip* initialement fondés par l'État pour fournir des imams officiels et fréquentés par une population scolaire venant d'horizons à priori traditionalistes).

En effet, chaque fois que le gouvernement A.K.P. se lance dans des projets répondant à des attentes de son électorat, il doit affronter une forte opposition « laïque » multiforme qui considère que la laïcité est précisément menacée par ces projets de réforme. Cette opposition réunit, d'une part, le relais politique faible de l'opposition parlementaire du Parti républicain du peuple (C.H.P.) et, d'autre part, ce qu'on qualifie en Turquie d'« État

profond », sorte d'establishment puissant rassemblant la haute bureaucratie civile et militaire, et qui se pose en garant des valeurs jacobines. Si l'armée, qui en Turquie est loin d'être une « grande muette », se pose en garante de la laïcité, elle semble abriter en son sein différentes sensibilités ; la sensibilité qui dominerait actuellement, incarnée en tout cas par l'actuel chef d'état-major Hilmi Özkök, se veut moins interventionniste jouant davantage le jeu de la démocratie. Les partisans les plus radicaux d'une laïcité autoritaire ont bien essayé, notamment par le biais du quotidien à faible tirage *Cumhuriyet* — bastion des « laïcistes » —, de donner l'impression que la révolte grondait. La une sur la « colère des officiers » a ainsi fait grand bruit mais n'a en rien entamé les positions légalistes du patron de l'armée turque.

LE VIDE À GAUCHE

Le problème de la gauche « sociale démocrate », outre ses querelles partisans et personnelles que la retraite du vieux leader Bülent Ecevit a d'ailleurs partiellement aplanies, reste qu'elle est totalement anesthésiée dans ses rap-

ports ambigus au kémalisme version autoritaire et par sa phobie paranoïaque de l'islamisme dont elle ne parvient pas à se défaire, alors que le parcours d'Erdogan et de l'A.K.P. prouve largement que l'ont peut évoluer de l'islamisme étroit vers une sincère acceptation des règles de la démocratie, fût-ce à coloration conservatrice. Le parti de « gauche » C.H.P., seul parti d'opposition représenté au Parlement est plutôt frileux par rapport à la perspective européenne dès lors qu'il représente notamment les intérêts d'une élite, pourtant très proche de l'Europe en termes de valeurs culturelles, mais qui craint de voir ses privilèges menacés par les aspirations d'un électeurat A.K.P. d'origine périphérique et, peu ou prou, attaché à des valeurs plus traditionnelles.

Les eurosceptiques turcs les plus influents, ceux qui se retrouvent dans le concept plus ou moins flou d'« État profond » sont donc les citoyens turcs sociologiquement et culturellement les plus proches d'une certaine norme de vie européenne à l'occidentale. Situation paradoxale, dès lors que les champions de la cause européenne sont clairement dans le camp d'un parti dont l'électorat

est certes très sociologiquement diversifié, mais dont schématiquement la dynamique se nourrit essentiellement du désir d'ascension sociale de la petite bourgeoisie provinciale et néo-urbaine. L'attachement du C.H.P. à une interprétation sclérosée du kémalisme et sa distance culturelle vis-à-vis d'une grande partie des couches populaires l'empêchent donc d'assumer le rôle de véritable parti de gauche, pourtant nécessaire dans un pays où les problèmes sociaux ne manquent pas. Résultat, un important vide politique à gauche en Turquie¹.

LES KURDES

Cette crise de représentation à gauche n'épargne pas les Kurdes de Turquie. En effet, le Parti de la démocratie du peuple (Dehap, anciennement Hadep, héritier d'une série de partis prokurdes interdits sur décision de la Cour constitutionnelle), qui charrie une partie importante du vote kurde dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, souffre, à côté des nombreuses tracasseries que lui fait subir l'État, de ses rapports ambigus avec l'ex-P.K.K., depuis rebaptisé successivement Kadek et Kongra-Gel (Congrès du peuple), et de la tutelle qu'exerce ce dernier. Depuis l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le chef du P.K.K., en février 1999, le parti, après avoir préservé une certaine

¹ Lors des négociations sur la réforme du Code pénal qui se déroulait à un moment critique, quelques jours à peine avant la publication du rapport de la Commission, le C.H.P. a toutefois apporté un soutien remarqué au Premier ministre Erdogan qui, en réponse, a promis qu'il se rendrait au Conseil européen de Bruxelles le 17 décembre en compagnie de Deniz Baykal, le secrétaire-général du C.H.P.

unité autour de la revendication obsessionnelle de la libération de son chef suprême, cause irréaliste, mais permettant précisément de préserver provisoirement cette unité, a finalement connu des dissensions qui se sont répercutées au sein du Dehap dès lors que ce parti n'a jamais franchement pris ses distances avec l'ex-P.K.K. Menacé dans ses fiefs municipaux du Sud-Est par l'A.K.P., le Dehap s'est enfermé dans une culture politique sclérosée subissant toujours l'influence d'un chef dont la puissance du culte de la personnalité paralyse encore les initiatives. Le Dehap, qui répond à ceux qui parmi les Kurdes réclament une reconnaissance de leur identité en tant que groupe particulier, ne parvient donc pas à s'émanciper de la tutelle d'un chef emprisonné tenant, en outre par le biais de ses avocats, des discours idéologiques incohérents. Alors pourtant que la perspective d'adhésion à l'Union européenne offre enfin aux Kurdes de Turquie l'opportunité de négocier dans un contexte pacifique la reconnais-

sance de leur identité, dès lors que l'hypothèque violente du P.K.K. appartient au passé, le Dehap s'enferme dans des revendications qui illustrent encore sa dépendance à l'égard d'une culture politique qui a fait faillite. Le parti, qui ne dispose que d'élus municipaux, se distingue encore malgré tout par le pragmatisme de certains de ses maires, mais ne semble plus être dans une dynamique croissante et positive. Pourtant là aussi il y a un vide politique qui ne demande qu'à être rempli.

Dans ce contexte, l'A.K.P. surfe toujours sur ses succès politiques réalisés sur la voie de l'Europe, mais la bonne communication et l'image positive qui en résulte, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ne doivent pas masquer une relative impuissance face aux difficultés socioéconomiques et à la lassitude, voire au rejet, que celles-ci peuvent provoquer dans les nombreuses petites villes de province ainsi que dans les banlieues modestes. ■